

Consolidation des observations des SI sur le projet de révision du RGEC

Chapitre I - Dispositions Communes

Sur l'Article 2 « définitions »

101 « protection de l'environnement »

« toute action visant à réparer ou à prévenir une atteinte au milieu physique ou aux ressources naturelles due aux activités humaines, y compris les mesures visant à s'adapter au changement climatique et à atténuer ses effets, à réduire le risque d'une telle atteinte ou à entraîner une utilisation plus rationnelle et durable des ressources naturelles, notamment par des mesures d'économie d'énergie, [le recours au numérique durable] et le recours à des sources d'énergie renouvelables et à d'autres techniques visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre »

- ➔ Le passage souligné pourrait être ajouté à la définition et la section 7 du règlement pourrait être adaptée pour prendre en compte de potentielles complémentarités entre la transition numérique et le pacte vert. En effet, la Commission reconnaît que « L'Europe doit tirer parti du potentiel qu'offre la transformation numérique, qui est un facteur essentiel pour atteindre les objectifs du pacte vert. Parallèlement à la stratégie industrielle ». ¹ Ce serait donc utile de clarifier comment les aides à la protection de l'environnement et les investissements dans les équipements numériques peuvent s'articuler.

A titre d'exemple, les investissements numériques durables pourraient être pris en compte dans l'article 47, paragraphe 2, qui se lit :

« 2. Les aides sont octroyées en faveur des types d'investissements suivants:

a) les investissements visant à améliorer l'utilisation efficace des ressources grâce au moins à l'une des mesures suivantes:

- *une réduction nette des ressources consommées pour produire une quantité donnée de résultat; les ressources consommées incluent toutes les ressources matérielles consommées, à l'exception de l'énergie, et la réduction est déterminée en mesurant ou en estimant la consommation avant et après la mise en oeuvre de la mesure d'aide, en tenant compte des conditions extérieures susceptibles d'avoir une incidence sur la consommation des ressources;*
- *le remplacement de matières premières primaires par des matières premières secondaires (réemployées ou recyclées);*

b) les investissements en faveur de la réduction, de la prévention, de la préparation en vue du réemploi, du tri et du recyclage des déchets produits par le bénéficiaire ou les investissements en faveur de la préparation en vue du réemploi, du tri et du recyclage des déchets produits par des tiers et qui, sinon, seraient inutilisés, éliminés ou traités au moyen d'une opération de traitement de priorité inférieure dans la hiérarchie des déchets visée à l'article 4, paragraphe 1, de la directive 2008/98/CE ou d'une manière moins efficace en ressources, ou qui aboutiraient à une qualité de recyclage moindre; »

¹ [Communication de la Commission « Le pacte vert pour l'Europe », COM/2019/640 final, 11 décembre 2019.](#)

- ➔ Au point b) retranscrit ci-dessus, il est fait mention de « *la réduction, [...], des déchets produits par le bénéficiaire* ». Il n'apparaît pas clairement que les investissements en faveur d'équipements numériques durables seraient exemptés de l'obligation de notification. Une clarification sur ces articulations apporterait une sécurité juridique à ces investissements de transition numérique qui contribueraient directement à la protection de l'environnement.

Chapitre III - Dispositions spécifiques applicables aux différentes catégories d'aides

Section 1 - Aide à finalité régionale

Sous-section A - Aides à l'investissement et au fonctionnement à finalité régionale

Sur l'Article 13 « Champ d'application des aides à finalité régionale »

« La présente section ne s'applique pas:

a) aux aides en faveur des secteurs de l'acier, du lignite et du charbon;

b) aux aides en faveur du secteur des transports et des infrastructures qui y sont liées, et aux aides en faveur du secteur de la production, du stockage, du transport et de la distribution d'énergie et des infrastructures énergétiques, exception faite des aides à l'investissement à finalité régionale dans les régions ultrapériphériques et des régimes d'aides au fonctionnement à finalité régionale; »

Il semblerait, en comparant le projet de règlement avec le RGEC en vigueur aujourd'hui, que cette nouvelle rédaction de l'article 13 vise à inclure les infrastructures à haut débit dans le champ d'application des aides à finalité régionale, vu que les « les régimes bénéficiant [...], aux infrastructures à haut débit » sont retirés de l'article.

Cependant, la « background note » accompagnant le projet de règlement lors de la consultation publique indique que, « *La présente proposition de modification du RGEC contient notamment les changements suivants: [...] exclusion du soutien aux infrastructures à haut débit et de recherche dans la section relative aux aides à finalité régionale* ».

- ➔ Que faut-il comprendre de ce changement de rédaction. Faut-il comprendre que les infrastructures très haut débit sont incluses ou faut-il comprendre qu'elles sont exclues du champ d'application de la sous-section 1 ?

Section 7 - Aides à la protection de l'environnement

Sur l'Article 36 bis « Aides à l'investissement en faveur des infrastructures de recharge ou de ravitaillement »

Le fait de limiter ces aides aux seules « *infrastructures de recharge ou de ravitaillement qui fournissent aux véhicules de l'électricité ou de l'hydrogène renouvelable ou bas carbone pour le transport* » ne permettrait pas la prise en compte d'autres carburants alternatifs visés par la Directive 2014/94/UE².

En effet, cette directive définit les carburants alternatifs comme étant :

« les carburants ou sources d'énergie qui servent, au moins partiellement, de substitut aux carburants fossiles dans l'approvisionnement énergétique des transports et peuvent contribuer à la décarbonisation de ces derniers et à améliorer la performance environnementale du secteur des transports. Ils comprennent notamment:

— l'électricité,

— l'hydrogène,

— les biocarburants au sens de l'article 2, point i), de la directive 2009/28/CE,

— les carburants de synthèse et les carburants paraffiniques,

— le gaz naturel, y compris le biométhane, sous forme gazeuse (gaz naturel comprimé (GNC)) et sous forme liquéfiée (gaz naturel liquéfié (GNL)), et

— le gaz de pétrole liquéfié (GPL); »

➔ A l'Article 3 de cette même directive, il est précisé, au paragraphe 5, que « *Les mesures d'appui aux infrastructures destinées aux carburants alternatifs sont mises en œuvre conformément aux dispositions du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne régissant les aides d'État* ». Comme l'Article 56 du RGEC, relatif aux infrastructures locales, ne semble pas s'appliquer à ces infrastructures de recharge ou de ravitaillement, du fait qu'elles « *relèvent [d'une autre section] du chapitre III* »³, il ne semble pas y avoir de possibilité de soutenir de telles infrastructures. La rédaction de l'Article 36bis réduirait de manière significative la possibilité de soutenir le développement du marché relatif aux carburants alternatifs dans le secteur des transports et le déploiement des infrastructures correspondantes.

Sur l'Article 41 « Aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, de l'hydrogène renouvelable et de la cogénération à haut rendement »

Le paragraphe 9, précisant que « L'intensité de l'aide peut être majorée de 15 points de pourcentage pour les investissements utilisant uniquement des sources d'énergie renouvelables, y compris la cogénération verte », ne prend pas en compte le fait que nombreux projets de cette catégorie intègrent, par nécessité, un « appoint gaz ».

Sur l'article 46 « Aides à l'investissement en faveur des réseaux de chaleur et de froid efficaces »

Le paragraphe 4, en permettant la majoration de « 15 points de pourcentage pour les investissements utilisant uniquement des sources d'énergie renouvelables », est très restrictif. En effet, les projets de réseaux de chaleur sont rarement alimentés uniquement par des sources d'énergie renouvelables. Ne serait-il pas plus adapté de développer une méthode de calcul permettant la majoration du taux d'intensité d'aide pour les projets alimentés, à un pourcentage élevé, par des sources d'énergie

² Directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil, du 22 octobre 2014, sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs, [JO L 307 du 28.10.2014, p. 1.](#)

³ Article 56, paragraphe 2, [Règlement \(UE\) No 651/2014 de la Commission, du 17 juin 2014, déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité.](#)

renouvelables. Par exemple, il pourrait être exigé que les réseaux de chaleur ou de froid utilisent un taux d'énergie renouvelable plus élevé que celui prévu par l'Article 2, point 41), de la Directive 2012/27/UE⁴.

Section 8 - Aides destinées à remédier aux dommages causés par certaines calamités naturelles

Le projet de règlement n'offre aucune possibilité de soutenir les aides destinées à soutenir des mesures préventives des dommages prévisibles en conséquence du changement climatique.

Pour prendre l'exemple d'un tel dommage prévisible, une conséquence du changement climatique à laquelle les régions côtières doivent se préparer est l'évolution du trait de côte et le renforcement des risques littoraux. C'est l'une des conséquences majeures pour les territoires du fait de l'importance des enjeux économiques, touristiques, résidentiels et en termes de biodiversité qui se concentrent sur les différentes zones du littoral européen. [Selon l'Agence Européenne pour l'Environnement](#), l'Union européenne compte 68 000 km de côtes.

L'adaptation des territoires littoraux constitue donc un enjeu fort, déjà pointé par la France dans sa Stratégie nationale d'adaptation au changement climatique de 2006 et précisé dans sa Stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte (SNGITC) de 2012.

Il convient également de rappeler que cet enjeu a été soulevé au niveau européen. Par exemple, dans la Communication de la Commission au Parlement Européen, au Conseil, au Comité Economique et Social Européen et au Comité des Régions « Bâtir une Europe résiliente – la nouvelle stratégie de l'Union européenne pour l'adaptation au changement climatique »⁵. La Commission rappelle l'importance de l'adaptation aux situations évitables, évoquant l'exemple de l'élévation du niveau de la mer, et souligne le constat d'un manque de préparation présent dans divers rapports⁶.

Une exemption portant sur de telles aides permettrait aux Etats Membres et aux collectivités territoriales infranationales de mieux répondre à ces problématiques en s'inscrivant dans des stratégies européennes et nationales existantes mais non reprises dans les différents dispositifs d'application des articles 107 et 108 du traité.

Il pourrait être imaginé un article rédigé de la manière suivante :

Article XX

Aides destinés à prévenir les dommages prévisibles en conséquence du changement climatique entraînant une évolution des risques littoraux notamment liés à l'élévation du niveau des mers et de l'érosion

1. Les aides visant à prévenir les dommages prévisibles en conséquence du changement climatique sur le littoral sont compatibles avec le marché intérieur au sens de l'article 107, paragraphe 2, point b), du traité et sont exemptés de l'obligation de notification prévue à

⁴ [Directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil, du 25 octobre 2012, relative à l'efficacité énergétique, modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE.](#)

⁵ [\(COM\(2021\) 82 final\), du 24/2/2021.](#)

⁶ Par exemple : [UNEP Gap report, Global Center on Adaptation](#) (a global call for leadership on climate resilience) ou [\(State and Trends in Adaptation Report 2020\).](#)

l'article 108, paragraphe 3, du traité, pour autant que les conditions prévues par le présent article et au chapitre I soient remplies.

2. Les aides sont octroyées sous réserve des conditions suivantes :
 - a) les entreprises aidées sont situées dans une zone où il existe un risque naturel prévisible à l'horizon 2050 en lien avec l'élévation du niveau de la mer ou l'érosion ; et
 - b) aucune nouvelle activité économique similaire interviendra sur le terrain où se situe l'activité qui sera relocalisée.
3. Les coûts nécessaires à la relocalisation ou les coûts liés à la reconversion professionnelle des personnes impactées, permettant le maintien d'une activité économique sur le territoire local, constituent les coûts admissibles. Ces coûts peuvent inclure :
 - a) les coûts de déconstruction de bâtiments et de réseaux d'alimentation, de dépollution des sols, de renaturation des espaces libérés ; ainsi que
 - b) les coûts nécessaires à la relocalisation de l'activité sur un autre espace (cela peut inclure les coûts d'acquisition de terrains, de bâtiments, d'équipements et de machines ainsi que les coûts des travaux nécessaires à la relocalisation) ; ou
 - c) les coûts nécessaires à la reconversion professionnelle des personnes impactées.
4. L'aide n'excède pas 100 % des coûts admissibles.